



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

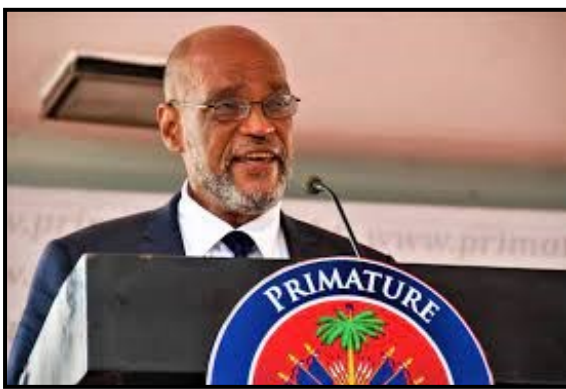
02 Octobre 2022

N° 297

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

LA LUTTE CONTINUE !



Soutenu par l'administration américaine, l'ONU et la bourgeoisie haïtienne, Ariel Henry fait fi des revendications des travailleurs et des masses exploitées et se cramponne au pouvoir. Mais il serait vain pour tout ce beau monde de crier victoire trop tôt car tiraillées par la faim, le désespoir, les bas salaires, la cherté de la vie qui sont les marques de fabrique de la société d'exploitation, les masses populaires plus déterminées et mieux organisées ne manqueront pas de revenir à la charge.

En invoquant la présence de gangs dans les manifestations de colère de la population contre l'augmentation des prix des produits pétroliers, contre la cherté de la vie et contre l'insécurité, le premier ministre et ses maîtres croient avoir trouvé la bonne excuse pour lancer leurs sbires de la police aux trousseaux des travailleurs, des paysans pauvres, des chômeurs sortis manifester depuis plus d'un mois dans tout le pays. C'est une fuite en avant pour jeter du discrédit, salir pour ensuite réprimer dans la violence les luttes légitimes des millions de gens qui meurent de faim.

Mais les classes riches du pays, dont Ariel Henry est le valet aujourd'hui, doivent se faire à l'idée qu'elles auront les assauts répétés des travailleurs dans les rues pour revendiquer de meilleures conditions de travail, dont un ajustement de salaire en fonction du coût de la vie. S'y ajouteront des masses populaires pour demander du travail, des logements décentes, des hôpitaux fonctionnels, des écoles, des universités, des services sociaux dignes de ce nom, etc.

En bon domestique des classes dominantes et de l'impérialisme, Ariel Henry sait qu'il ne peut pas actionner le levier indispensable pour répondre aux revendications des masses populaires, celui de saisir dans les capitaux des riches, car aucune amélioration dans la qualité de vie des masses populaires n'est possible si on ne prend pas l'argent là où il est.

Il est possible rapidement de satisfaire les revendications de la population rien qu'en tempérant la boulimie, la voracité des plus riches

qui cherchent toujours à devenir plus riches en condamnant les plus pauvres à la déchéance.

Aux gros bonnets qui font fortune depuis des lustres dans l'importation et la distribution des produits, on doit demander de réduire leur marge. En rendant publics les comptes des entreprises, on s'apercevrait que les salaires des travailleurs peuvent substantiellement être ajustés, les conditions de travail améliorées. Il en va de même des grands commerçants qui s'enrichissent dans le commerce import-export, des banques, etc.

En réduisant le train de vie des grands fonctionnaires de l'État, en combattant la corruption, en les contraignant à payer leurs impôts, des ressources financières et bien d'autres, pourraient rapidement être mobilisées pour aider les masses populaires à sortir de l'ornière de la pauvreté dans laquelle elles s'embourbent.

Pas plus que l'actuel Premier ministre, aucun des groupes ou leaders politiques qui se pavanent dans les rues aux côtés des classes populaires n'ont une telle politique. C'est bien pourquoi seule la pression des luttes des travailleurs, des paysans pauvres et des masses populaires peut les forcer à le faire.

Dans ces luttes, pour ne pas être les dindons de la farce, les travailleurs ne doivent pas se contenter d'être à la remorque des politiciens qui feignent d'être leurs amis aujourd'hui, comme cela se fait depuis l'indépendance. Ils doivent prendre le commandement de ces luttes pour imposer leurs revendications aujourd'hui et enlever demain le contrôle de l'économie et la conduite de la société d'entre les mains des bourgeois qui les affament. ■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- La lutte continue

Leur société

⇒ Page 2

- Les raisons du ras le bol populaire
- L'inflation, une arme fatale contre les classes populaires
- La police nationale d'Haïti et les gangs armés : du pareil au même

⇒ Page 3

- Les raisons du ras le bol populaire
- Bras de fer entre le gang G9 et le Premier ministre sur fond de manifestations populaires
- Attaques fascistes contre les travailleurs
- Des leaders syndicaux à la croisée des chemins

Dans les entreprises

⇒ Page 4

- Les raisons pour une augmentation urgente de l'ajustement du salaire minimum
- Patwon yo panike, ann mobilize

Dans l'international

- Soldats dominicains et policiers haïtiens ensemble contre les ouvriers de [CODEVI](#)

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LES RAISONS DU RAS LE BOL POPULAIRE

L'explosion de colère de la population contre la vie chère, l'insécurité, la misère continue de faire des vagues dans tout le pays. La nouvelle hausse du prix des produits pétroliers par Ariel Henry, aggravant la situation des classes pauvres, a immédiatement enflammé leur colère. Mais face au cynisme de la classe dominante, la seule expression de colère ne suffit pas pour bloquer cette dernière dans son projet criminel. Les masses pauvres révoltées ont l'urgente nécessité d'organiser leurs luttes.

Avec un taux de chômage qui bat des records, la population pauvre n'a presque pas de revenus, alors qu'elle doit faire face à une inflation, officiellement de 31%, qui rend le coût de la vie extrêmement haut. D'après l'ONU près de 6 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire. Dans les quartiers pauvres, les services de base sont inexistantes, pas de soins de santé, pas d'eau potable ; il y a aucun loisir.

Avant la décision du gouvernement d'augmenter de plus de 100% les prix de tous les produits pétroliers, les classes pauvres étaient déjà aux abois. Leur situation était déjà intenable et révoltante. Et face à la terrible dégradation de leurs conditions d'existence, des manifestations

avaient déjà eu lieu dans tous les départements du pays.

La misère, la vie chère, le chômage, l'insécurité avaient poussé les classes pauvres, à bout de souffle, dans la rue, pour cracher à la face de leur exploiteur : *'Nou pa kapab ankò'*. En effet, depuis 218 années, les masses n'en peuvent plus de cette misère permanente, du désespoir créé par la cupidité sans borne des classes dominantes qui pillent le pays..

Elles sont indignées du chômage, de la condition de toute une population maintenue dans l'oisiveté, la précarité et le dénuement scandaleux. Pour survivre, les masses populaires doivent surmonter chaque jour des difficultés plus graves. En s'adonnant à la débrouillardise, elles font face à des situations de pire en pire pour s'assurer une existence au

jour le jour. Certaines fois c'est toute leur dignité en tant que personnes, qui est menacée. De surcroît avec la barbarie des gangs, la terreur permanente qu'ils diffusent, cette existence au jour le jour se transforme en enfer.

Dans une telle situation, pour la population pauvre, la hausse des prix du carburant est un ultime coup qui menace l'existence même. D'autant que, depuis un an les masses pauvres sont témoins du chaos que la rareté et le marché noir des produits pétroliers ont engendré et continuent d'engendrer.

Tant que l'économie est dans les mains de cette bourgeoisie décadente, les classes pauvres ne connaîtront que misère et la société que chaos et barbarie.■

LA POLICE NATIONALE D'HAÏTI ET LES GANGS ARMÉS : DU PAREIL AU MÊME

Il est difficile de faire un bilan des victimes de la répression policière au cours de la mobilisation des masses populaires pour revendiquer de meilleures conditions de vie. Partout dans les villes de province comme dans la Capitale, la police fait preuve d'une brutalité criminelle n'hésitant pas à tirer à balles réelles sur des manifestants.

Le gouvernement d'Ariel Henry reste sourd-muet aux revendications des dizaines des milliers de personnes qui défilent dans les rues. Jusqu'ici, aucune négociation, aucun couloir de dialogue n'ont été offerts aux protestataires. Soutenu par la bourgeoisie et les ambassades des capitales occidentales, le Premier ministre a plutôt fait le choix de criminaliser les contestations en cours pour mieux les réprimer.

Pour Ariel Henry, les problèmes que les gens dénoncent dans les manifestations sont imaginaires. Pour lui, Haïti est un paradis où il fait bon vivre. Ceux qui

manifestent sont des bandits armés ou bien des gens qui sont payés et manipulés par les gangs. Avec cette posture, il se croit dans son droit de brutaliser, molester, voire de tuer des manifestants.

Mais les policiers tuent aussi froidement des gens qui ne présentent aucune menace.

C'est le cas de ce jeune garçon, un jeune bachelier tué par des policiers en présence de ses parents. Mimant les actes de terreur des bandits armés, les policiers ont mis le feu au cadavre sur une pile de débris.

C'est également le cas de trois femmes, qualifiées de « prostituées », que la police a tuées alors qu'elles se trouvaient aux abords d'une barricade à Delmas.

Toutes les villes de province où se sont déroulées des manifestations ont eu leur lot de victimes des exactions policières. Au Cap-Haïtien, aux Cayes, à Jérémie, à Miragoâne, l'attitude de la police a été exécrationnelle.

Ces policiers sont courageux devant des foules désarmées, lâches devant les gangs armés., Espérons que la population, à force d'être victime de leur sauvagerie, saura quoi faire dans le futur pour se protéger.■

L'INFLATION, UNE ARME FATALE CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

Les cris contre la faim fusent de partout. Voir des mères et des pères pleurer d'indignation parce qu'ils sont incapables de donner à manger à leurs enfants qui eux, pleurent de faim, est l'aspect le plus criant de la crise. Les mécanismes d'adaptation des classes populaires contre la cherté de la vie sont quasiment épuisés, les gens crèvent.

Même si en apparence, l'augmentation générale des prix des produits de consommation, du loyer, de l'écolage, des services médicaux etc, touche tout le monde, en réalité ceux qui en pâtissent le plus, ce sont les millions de chômeurs que compte le pays, 75% de la population selon certaines sources. Ce sont les milliers de travailleurs de la zone industrielle, avec un salaire de misère pour régler toutes leurs dépenses, ce sont les petits fonctionnaires de l'administration publique, les travailleurs des petites entreprises et même ceux des grandes entreprises comme des banques, qui

subissent ce poids.

Loin d'être une fatalité, l'inflation résulte de la volonté des classes riches de siphonner le peu de richesse produite dans la société et qui arrive dans les poches des travailleurs et des masses exploitées sous forme d'argent.

Évidemment, c'est la barbarie. Il est inacceptable que d'un côté, des actionnaires de certaines institutions financières et industrielles mettent en avant les énormes profits amassés, même pendant cette crise, quand de l'autre côté, l'écrasante majorité de la population pleure et meurt de faim. Ces sangsues, ces

patrons, ces politiciens, ces banquiers cette bourgeoisie ne valent pas mieux que les bandits armés qui kidnappent, tuent, volent et violent.

Il est inacceptable que ces gens-là continuent d'être au contrôle de l'économie et de la société, continuent de jouir, en parasites, des fruits du labeur des travailleurs. Il est souhaitable que le sentiment de révolte et de colère des masses populaires, qui se traduit quotidiennement par des manifestations à travers le pays, se transforme en un véritable torrent révolutionnaire qui emmènera avec lui cette classe riche pourrie et ses laquais avides et inutiles pour la société.■

BRAS DE FER ENTRE LE GANG G9 ET LE PREMIER MINISTRE SUR FOND DE MANIFESTATIONS POPULAIRES

Depuis le courant du mois d'Août, des manifestations populaires quasi quotidiennes contre la cherté de la vie, contre l'insécurité se tiennent dans de nombreuses villes de province. À Port-au-Prince, une manifestation a réuni plusieurs milliers de personnes le mercredi 7 septembre. Muré dans son silence depuis le début, le premier ministre a choisi de s'adresser aux manifestants très tard dans la nuit du dimanche 11 septembre. Mais en guise d'annonces de mesures pour satisfaire les revendications exprimées, Ariel Henry a choisi de jeter de l'huile sur le feu en décidant d'augmenter de plus de 100% les prix des produits pétroliers

Lundi 12 septembre vers 2 PM, se rappelant ce qui s'était passé les 6 et 7 juillet 2018 contre le gouvernement de Jovenel Moïse quand il avait voulu augmenter les prix des produits pétroliers, les habitants de la Capitale ont spontanément décidé de bloquer toutes les activités en érigeant des barrages sur toute la chaussée. La situation est restée ainsi pendant toute la semaine.

Mercredi 14 septembre, le chef de la fédération des gangs armés du G9, Jimmy Chérisier, dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, affirmait soutenir les revendications de la population et allait participer à sa manière à la mobilisation.

Quelques jours plus tard, l'administration de Joe Biden et le secrétaire

général de l'ONU dénonçaient les manifestations comme l'émanation de la volonté des gangs armés financés par les politiciens et des oligarques du pays. Ce discours est devenu par la suite la position officielle du Premier ministre, Ariel Henry. Depuis lors, le gouvernement considère tous les manifestants comme appartenant à un gang ou comme payés par les gangs et charge la Police de les réprimer.

Jeudi 15 septembre, Jimmy Chérisier revendiquait les barrages posés à l'entrée du Terminal de Vareux où sont stockés environ 95% des réserves pétrolières du pays. Vendredi 23 septembre, apportant son soutien à un mot d'ordre de grève de 3 jours, prévue les 26, 27 et 28 septembre, un membre du groupe G9 promettait de fusiller tous ceux qui

oseraient sortir pendant ces trois jours. Des passants ont été molestés, d'autres tués, sous prétexte que leur présence dans les rues nuisait à la mobilisation pour faire partir Ariel Henry.

Les masses populaires sont prises dans l'étau de deux camps qui leurs sont hostiles et qui foulent aux pieds leurs droits les plus élémentaires. Mais elles doivent être aussi méfiantes à l'endroit de ces politiciens qui tentent de parvenir au pouvoir en profitant de leurs luttes.

Le chemin menant les masses exploitées vers l'amélioration de leurs conditions de vie est parsemé d'embûches. Elles peuvent se faciliter la tâche en s'organisant, en créant leur propre parti, une arme efficace pour avancer : le parti des travailleurs révolutionnaires !■

ATTAQUES FASCISTES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Depuis la mobilisation contre l'augmentation des prix des produits pétroliers, des produits de première nécessité et contre l'insécurité, les ouvriers des usines de textiles sont les cibles d'attaque des politiciens et des bandits armés. Selon ces derniers, les travailleurs seraient opposés à cette mobilisation.

Beaucoup d'ouvriers sont victimes des actes criminels des bandits et des policiers. Ceux qui ont pris le risque de quitter leur maison pour aller au travail, le font au péril de leur vie. Nombre d'entre eux sont agressés, battus et blessés, certains sont tués par les balles des bandits. Le lundi 26 septembre dernier, à Premium Appareil S.A, des malfrats sont rentrés jusque dans les ateliers de l'usine et ont tiré à l'aveuglette. Un ouvrier est mort et plusieurs autres ont été blessés.

Contre le bas salaire minimum, les mauvaises conditions de travail, la misère et

contre le chômage, les travailleurs sont toujours devant, mobilisés et déterminés dans les mouvements de revendication. Leur mouvement a toujours eu la sympathie du reste des masses populaires et leur détermination leur a permis d'avoir un minimum de satisfaction. Leurs mobilisations pour l'augmentation du salaire minimum depuis les années 1991 jusqu'au mois de février dernier, en témoignent.

C'est pourquoi les attaques des politiciens et des bandits sont dirigées contre eux, ce sont des tentatives pour empêcher les ouvriers de s'exprimer et de se réunir dans les usines. Pour les travailleurs, l'usine est un lieu de rassemblement. C'est là qu'ils peuvent naturellement se rencontrer pour parler de leur

vie, aussi bien que pour organiser leurs luttes contre l'exploitation, les bas salaires, la cherté de la vie. Cela dérange les intérêts de la grande bourgeoisie que défendent les politiciens petits bourgeois et les bandits armés. Ils ont peur de la participation des travailleurs et de leurs revendications dans les mouvements. Pour les travailleurs, la classe révolutionnaire, les luttes dans les usines et les mobilisations dans les rues sont les terrains d'apprentissage et d'expérience pour se préparer à leurs luttes futures.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser intimider par le comportement des valets de la bourgeoisie. Ils doivent s'organiser pour se battre et rendre les coups à ces ennemis de classe, à la bourgeoisie et à ses défenseurs.■

DES LEADERS SYNDICAUX À LA CROISÉE DES CHEMINS

Prenant la parole sur une station de radio de la Capitale, un responsable syndical bien connu dans le milieu politique et des médias, a invité les ouvriers à continuer de tenir haut leurs barricades, tout en amplifiant la lutte pour obtenir le départ du premier ministre Ariel Henry. Une déclaration lamentable, contraire au vécu des ouvriers depuis le début des contestations à Port-au-Prince.

« Non, ce n'est pas nous, les travailleurs, qui tenons les barricades, nous pourrions bien y être si ceux qui y sont, nous avaient laissé la possibilité de nous rassembler pour le décider dans nos usines., affirme à juste titre une jeune ouvrière revenant de son travail. »

« Nous serions les derniers à pleurer le départ d' Ariel Henry du pouvoir, poursuit-elle, mais nous nous concentrons sur ce qui est nécessaire de faire pour contraindre les bourgeois et leurs valets à satisfaire nos revendications et celles des masses exploitées : un ajustement du salaire minimum immédiatement, le retrait du

décret augmentant les prix des produits pétroliers, la baisse du coût de la vie, la fin de l'insécurité. Ariel Henry ou un autre, cela ne nous apportera rien. Ce sont tous des pourris au service des classes riches ».

Lundi dernier, un ouvrier travaillant dans l'une des usines d'Apaid a été assassiné par un forcené qui a fait irruption à l'intérieur de l'entreprise pour intimider les travailleurs. D'autres ouvriers ont connu le même sort aux carrefours Drouillard et Vincent où se tenaient des nervis au service d'intérêts inavoués. Encagoulés pour la plupart et lourdement armés, ils intimaient l'ordre aux travailleurs de rebrousser chemin sous peine d'être tués.

Ménageant les criminels qui ont commis

ces forfaits, d'autres syndicalistes ont pendant toute la semaine sermonné les travailleurs pour avoir repris le chemin de leurs entreprises. D'autres petits bourgeois et certains journalistes se sont joints à ces attaques contre la classe ouvrière et les masses exploitées pour n'avoir pas obéi aux mots d'ordre de certains politiciens.

Espérons que les travailleurs trouveront de la ressource pour s'opposer à ces attaques, qu'ils finiront par démasquer ces leaders syndicaux qui, tout en continuant à vivre en parasites du mouvement ouvrier, n'hésitent pas le moment venu, à le poignarder pour servir la classe politique et le patronat.■

DANS LES ENTREPRISES

LES RAISONS POUR UNE AUGMENTATION URGENTE DE L'AJUSTEMENT DU SALAIRE MINIMUM

Au mois d'octobre, c'est le début de la nouvelle année fiscale 2022-2023. L'ajustement du salaire minimum en fonction de l'inflation devrait entrer en vigueur dès la première quinzaine d'octobre 2022. Rappelons que, pour l'exercice fiscal 2021-2022, l'inflation a battu des records, allant jusqu'à 31% selon des chiffres disponibles. Le Conseil supérieur sur les salaires (CSS), le gouvernement et les patrons n'ont pipé mot, ils feignent de l'ignorer jusqu'à présent.

En général, si les travailleurs ne se mettent pas en lutte pour l'obtenir cela passera comme une lettre à la poste. Les patrons et leurs domestiques du pouvoir continueront de se remplir grassement la panse, alors que les travailleurs crèvent de faim sur leurs machines.

Ayant fait ce constat, depuis trois décennies, ce sont les ouvriers de la sous-traitance, forts de leur concentration et de leur nombre, qui prennent ce combat à bras le corps. Arraché de haute lutte, l'ajustement de salaire ainsi obtenu profite à tout le monde du travail, y compris aux servantes, aux agents de sécurité, aux fonctionnaires publics. Les marchandes de nourriture cuite, les cireurs de chaussures, les chauffeurs de transport apportent leur soutien aux luttes des travailleurs qu'ils considèrent comme

les leurs, car toute amélioration des conditions de vie des travailleurs est bénéfique pour toute la classe des exploités. Les ouvriers de la sous-traitance font ainsi office de porte-drapeaux des revendications de l'ensemble des autres travailleurs.

Mais les ouvriers auront raison de ne pas se faire enfermer dans le cadre restreint des lois bourgeoises. Les patrons n'attendent pas le début de l'année fiscale pour augmenter les tarifs, accélérer et augmenter les cadences, procéder à des révocations ou à des congés sans solde. En permanence, ils rognent sur le salaire des travailleurs. Ces derniers devraient être en mesure de les contester à chaque agression, et des agressions, il y en a ! Un mois après le début des manifestations, non

seulement les prix des produits alimentaires ont augmenté, mais les produits eux-mêmes se sont raréfiés. Les marchés sont vides. Trouver un bidon d'eau potable, du pain, relève du défi. Les rues de la Capitale sont jonchées de débris, le transport en commun est réduit à une peau de chagrin.

Le combat entre patrons et travailleurs dans les usines est permanent. Pour le moment ce sont les patrons qui attaquent les travailleurs et remportent les duels. Les travailleurs les plus conscients ont pour tâche de sensibiliser leurs collègues sur le caractère permanent de cette lutte de classe. En étant conscients, ils découvriront qu'organisés, ce sont eux la vraie force de frappe. Ainsi, ils n'hésiteront pas à engager le combat pour obtenir de véritables améliorations de leurs conditions de travail et de vie. ■

PAWÒL TRAVAYÈ

Patwon yo panike, ann mobilize

Salè minimòm 685 goud la, pat vo anyen depi menm kote leta te bay li a. Jounen jodi a, mezi gouvènman an pran pou ogmante pri gaz la vin ajoute sou tout pwoblèm travayè yo te deja genyen nan lavi yo. Menm patwon yo, nan yon kominike « Chanm komès » la fè soti nan dat 24 septanm ki sot pase la a, deklare : « Yo konprann soufrans popilasyon an e mande gouvènman an pran mezi prese prese pou ogmante salè minimòm nan epi anile koze IRI a pou travayè yo ».

An reyalite, patwon yo sou blòf. Yo pè pou presyon lari a pa vin anndan izin yo. Pa gen anyen ki tap anpeche yo ajiste salè minimòm nan depi koulye a an fonksyon kou lavi a. Leta pa tap mete manda dèyè yo si yo ta pran dispozisyon pou asire manje ak transpò chak jou pou tout travayè yo.

Patwon yo pran devan. Men se divèsyon yap fè. Yo vle se tchoul yo nan CSS la ki pou vin lage 2 grenn goud ban nou kòm ogmantasyon ak fo pwomès akonpayman sosyal.

Moman an sanble pare kanmarad travayè pou nou fè mobilizasyon lari a rive anndan izin yo. Patwon yo pa konn fè ouvriye kado. Se toujou ak presyon, klas travayè a konn rive rache kèk grapday.

Viv yon ajisteman salè ki reflète kou lavi a ! Aba lavi chè ! Aba ogmantasyon pri gaz la ! Aba ensekirite. Viv mobilizasyon klas travayè a !

OTR-UCI – Madi 4 Otòb 2022

An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

SOLDATS DOMINICAINS ET POLICIERS HAÏTIENS ENSEMBLE CONTRE LES OUVRIERS DE CODEVI

Une protestation ouvrière dans la zone franche de *CODEVI* a été réprimée conjointement par les soldats dominicains et des agents de la PNH, le 29 septembre. Comme aux États-Unis dernièrement, en France ou en Russie et partout, les travailleurs se font piétiner sans ménagement par les chiens de garde de la bourgeoisie. Classe productrice des richesses sociales mondiales, les travailleurs doivent mettre ces parasites à leur place, au rancart.

Membres disloqués, suffocation, les travailleurs victimes se comptent par dizaines. Les responsables de cette tragédie sont la direction de *CODEVI* qui, alertée à plusieurs reprises sur l'étroitesse du pont que les ouvriers empruntent pour se rendre aux cafétérias, n'a jamais donné suite pour la construction d'un second pont. Mais ce jeudi 29 septembre, le stationnement de la voiture de l'agent intérimaire de la ville de Ouanaminthe, Luma Demetrius, occupant une large partie de ce petit espace, avait tout

l'air d'une provocation.

Ce que les ouvriers ont toujours craint est arrivé ce jour-là. Scandalisée par le comportement irresponsable du maire, la foule a exigé que la voiture soit retirée. C'est alors que les agents de l'Unité Départementale de Maintien d'Ordre (UDMO) sont intervenus brutalement contre les ouvriers.

Cette action barbare des agents de police a provoqué la colère des ouvriers et de la population. Indignés, ils ont saccagé

plusieurs bureaux des dirigeants des usines et d'autres lieux. Face à cette colère, les soldats dominicains campés dans des postes à la frontière, appelés sans doute par les dirigeants de *CODEVI* ou par les agents de l'UDMO eux-mêmes, sont venus prêter main forte dans la répression des travailleurs.

Contre les travailleurs, les policiers gardes de la bourgeoisie et des classes dominantes ont la même haine, le même mépris ■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.